

EAL - EXPERTISE ET AUDIT LAFARGE

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux comptes
Inscrite au tableau de l'Ordre de Paris - Membre de la Compagnie régionale de Paris

16, rue Amelot 75011 PARIS - Tél : 01 44 59 23 35 - Fax : 01 44 59 23 25

Association Française d'Astronomie

17 rue Emile Deutsch de la Meurthe

75014 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES **SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

EAL - EXPERTISE ET AUDIT LAFARGE

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux comptes
Inscrite au tableau de l'Ordre de Paris - Membre de la Compagnie régionale de Paris

16, rue Amelot 75011 PARIS - Tél : 01 44 59 23 35 - Fax : 01 44 59 23 25

Association Française d'Astronomie

17 rue Emile Deutsch de la Meurthe

75014 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES **SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

A l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Française d'Astronomie relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.



Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

OL

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Paris, le 30 mai 2024



EAL - EXPERTISE ET AUDIT LAFARGE

Olivier LAFARGE
Commissaire aux comptes

COMPTES ANNUELS

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Comptes annuels

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2023	Net 31/12/2022
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, logiciels, droits & valeurs similaires	217 524	208 089	9 435	8 351
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles	22 867	22 867		
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	406 831	406 831		
Installations techniques, matériel et outillage industriels	26 860	22 645	4 215	5 631
Autres immobilisations corporelles	216 593	201 629	14 964	12 274
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	200		200	200
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés	10 430		10 430	10 430
Prêts				
Autres immobilisations financières	553		553	553
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	901 858	862 062	39 797	37 439
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	8 313		8 313	9 662
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	277 948	41 587	236 361	261 959
Autres créances	131 919		131 919	36 746
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement	1 300 000		1 300 000	
Disponibilités	786 596		786 596	1 965 201
Charges constatées d'avance (3)	30 712		30 712	49 058
TOTAL ACTIF CIRCULANT	2 535 488	41 587	2 493 901	2 322 625
Frais d'émission d'emprunt à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	3 437 346	903 648	2 533 698	2 360 064

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an (brut)

(3) Dont à plus d'un an (brut)

Bilan passif

	31/12/2023	31/12/2022
CAPITAUX PROPRES		
Capital	930 030	902 809
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	13 703	27 221
Subventions d'investissement	3 074	4 290
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	946 807	934 320
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	144 130	170 539
Dettes fiscales et sociales	312 913	299 687
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	50 531	23 915
Produits constatés d'avance	1 079 316	931 603
TOTAL DETTES	1 586 891	1 425 744
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	2 533 698	2 360 064
(1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)	1 586 891	1 425 744
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	31/12/2023	31/12/2022
Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises	2 027 774	1 912 561
Production vendue (biens)		
Production vendue (services)	607 308	587 921
Chiffre d'affaires net	2 635 082	2 500 482
<i>Dont à l'exportation</i>		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	319 356	
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	467	32 381
Autres produits	29	2 500
Total I	2 954 935	2 535 363
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises	75 383	59 460
Variations de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variations de stock	1 350	365
Autres achats et charges externes (a)	1 718 151	1 352 480
Impôts, taxes et versements assimilés	21 808	25 099
Salaires et traitements	824 386	759 564
Charges sociales	297 995	269 575
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	15 776	21 800
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		
- Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Autres charges	644	5 195
Total II	2 955 492	2 493 537
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-557	41 826
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée III		
Perte supportée ou bénéfice transféré IV		
Produits financiers		
De participation (3)		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)	24 274	2 997
Autres intérêts et produits assimilés (3)		
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total V	24 274	2 997
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées (4)	12 730	11 467
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total VI	12 730	11 467
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	11 544	-8 470
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	10 987	33 356

Compte de résultat (suite)

	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	2 716	14 812
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	2 716	14 812
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		20 948
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VIII)		20 948
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	2 716	-6 135
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
Total des produits (I+III+V+VII)	2 981 925	2 553 173
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	2 968 222	2 525 952
BENEFICE OU PERTE	13 703	27 221
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

COMPTES ANNUELS

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : ASS FRANCAISE ASTRONOMIE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 2 533 698 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 13 703 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 03/04/2024 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 1 à 5 ans
- * Constructions : 10 à 20 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 à 5 ans
- * Mobilier : 5 à 10 ans

Règles et méthodes comptables

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.
L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise ne prévoit pas des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,17 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Taux de rotation du personnel : 20 %
- Table de taux de mortalité : pas de table de mortalité

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

L'AFA bénéficie de contributions volontaires en nature sous forme de frais de déplacements s'élevant à 4 205 €.

La partie bénévolat n'a pas été suivie quantitativement en 2023 et ne peut être valorisée au titre de cet exercice. Elle n'est pas significative au regard de la masse salariale dédiée à la mise en œuvre des actions et projets de l'association.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	230 235	10 156		240 391
Immobilisations incorporelles	230 235	10 156		240 391
- Terrains				86 377
- Constructions sur sol propre	86 377			
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	320 454			320 454
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	26 860			26 860
- Installations générales, agencements aménagements divers	130 791			130 791
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	77 825	7 977		85 802
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	642 306	7 977		650 284
- Participations évaluées par mise en équivalence				200
- Autres participations	200			10 430
- Autres titres immobilisés	10 430			553
- Prêts et autres immobilisations financières	553			11 183
Immobilisations financières	11 183			11 183
ACTIF IMMOBILISE	883 725	18 134		901 858

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	10 156	7 977		18 134
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	10 156	7 977		18 134
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	221 884	9 073		230 957
Immobilisations incorporelles	221 884	9 073		230 957
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	86 377			86 377
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	320 454			320 454
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	21 230	1 416		22 645
- Installations générales, agencements aménagements divers	123 988	2 152		126 140
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	72 353	3 136		75 489
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	624 402	6 703		631 105
ACTIF IMMOBILISE	846 286	15 776		862 062

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 441 132 euros.

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	553		553
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	277 948	277 948	
Autres	131 919	131 919	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	30 712	30 712	
Total	441 132	440 579	553
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
CLIENTS FACT. A ETABLIR	136 405
ORG.SOC. PROD.A RECEVOIR	741
Total	137 146

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Dépréciation des créances

Les créances font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 41 587 euros. Par catégorie, les éléments significatifs sont :

	Montant
Créances clients	
TOTAL	

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 1 586 891 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	144 130	144 130		
Dettes fiscales et sociales	312 913	312 913		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	50 531	50 531		
Produits constatés d'avance	1 079 316	1 079 316		
Total	1 586 891	1 586 891		

(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(*) Emprunts remboursés sur l'exercice

(**) Dont envers les associés

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
FOURNIS.FACT.NON PARVENUE	82 333
DETTES PROV.CONGES PAYES	60 551
ORG.SOC. CH./CONGES PAYES	23 615
ORG.SOC. CHARGES A PAYER	2 059
ETAT AUTRES CH. A PAYER	15 880
DEBIT.CRED.DIV.CHAR.A PAY	39 833
Total	224 270

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTAT.D AVANCE	30 712		
Total	30 712		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTAT.D AVANCE	1 079 316		
Total	1 079 316		

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Autres informations

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
<i>Crédit du Nord - paiement du loyer</i>	23 650
Avals et cautions	23 650
Autres engagements reçus	
Total	23 650
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 135 200 euros